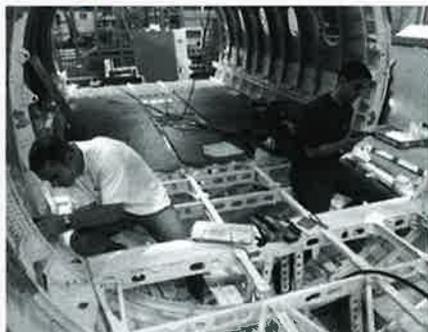


Dossier

Situation économique de Midi-Pyrénées



Vos luttes dans la région

AZF, 21 septembre !

Vie syndicale

Quelles transformations de notre syndicalisme !

Europe

À propos de l'Euro-région !

Informations

N°155 • AOUT 2004

Dossier

- **Situation économique de Midi-Pyrénées**

Editorial

2

A la une

- Rentrée 2004 !

3

Vos luttes dans la région

- AZF
- VALEO
- Cheminot
- CHG

4

Dossier

- Conjoncture
- L'industrie dégradée
- Suppressions d'emplois
- Des savoir-faire uniques

5/8

Vie syndicale

- Quelles transformations...
- Albi, bourse du travail

9

Europe

- À propos de l'Euro-région

10

Brèves

- Région
- Rentrée
- FNTE
- Web

11

Edito



Quel est l'état d'esprit des salariés, des syndiqué-es dans cette période de rentrée 2004 au moment où se dessinent de nouveaux enjeux lourds de conséquences pour eux-mêmes, leurs familles.

Telle est bien la question qui nous préoccupe, parce qu'elle détermine la possibilité de mobilisations fortes, indispensables pour s'opposer aux reculs que veut nous imposer le patronat.

Qu'ils soient en colère, désabusés ou désespérés, déçus ou exigeants vis à vis de la Cgt, lucides déterminés et engagés dans l'action pour les revendications ...! nous voulons créer les conditions d'un dialogue en grand avec eux et mettre carte sur table, tirer les enseignements des luttes qui viennent de se passer, celle de l'assurance maladie, celles qu'ils mènent dans leur entreprise, réfléchir ensemble aux moyens à donner au syndicalisme Cgt pour une plus grande efficacité revendicative qui permettent aux luttes d'aboutir à des succès, à de véritables conquêtes sociales. Cet échange et la démultiplication de réunions avec les salariés pour trouver les réponses ensemble aux questions auxquelles nous sommes confrontés, est une condition incontournable aujourd'hui ! sans cela nous aurons du mal à faire face à nos responsabilités et nous ne trouverons pas les moyens d'une présence plus grande dans les entreprises !

C'est le chantier essentiel de la rentrée !

Martine BERNARD

Secrétaire régionale

6/09/2004



Bourse du Travail
19, place Saint-Sernin
BP 7094
31070 Toulouse cedex 7

Prix : 1€ • N°155 • AOUT 2004
N° d'inscription à la CP 579 D73

Directrice de la Publication :

Martine Bernard

Tél. 05 61 23 35 52

Fax 05 61 21 06 67

e-mail : cgt.crpm@wanadoo.fr

Crédit photos : Jean-Philippe ARLES

Imprimé par Midi-Pyrénées Impression

Rentrée 2004 nos revendications!



salaires, emploi, temps de travail c'est le moment...!

Les groupes industriels et les banques ont communiqué leurs résultats. Ils sont en hausse importante pour le premier semestre 2004, à l'exemple de BNP-Paribas: +40%; la Société Générale: +32%; EADS: +119%; Michelin: +102%. **A tel point que les profits nets de l'ensemble des 40 premiers groupes cotés en Bourse devraient s'élever à +21% en fin d'année!** Le gouvernement annonce une croissance de 2,5% en 2004. **Mais peut-on appeler croissance une reprise qui ne se traduit ni sur une amélioration de l'emploi ni en revalorisation des salaires?**

encore augmenté et touche un actif sur dix.

Quant aux évolutions des salaires, leur niveau ne dépasse pas celui de la hausse des prix, l'individualisation s'étend, leur part aléatoire grandit. **Nombre de salariés vivent cette situation à travers une réduction sensible de leur pouvoir d'achat.**

Pourtant l'insolence des profits n'empêche pas le Medef d'en demander toujours plus et le gouvernement de le soutenir dans sa politique.

Cet été nombre d'entreprises ont pris leurs salariés en otage en les soumettant à un chantage intolé-

Les arguments du Medef et du gouvernement sur la charge que représenteraient les 35 heures sont contredits par la réalité des chiffres. Grâce aux aides publiques, beaucoup d'entreprises ont financièrement été gagnantes.

Dans ces circonstances, les salariés: de l'ouvrier au cadre, en emploi précaire, stable ou privé d'emploi, du privé comme du public, **ont toutes les raisons de se mobiliser pour l'emploi, les salaires, leur temps de travail:** l'écart entre la situation économique de la rentrée et leurs vécus renforce cette légitimité.

Nous avons été nombreux à nous engager, d'une façon ou d'une autre, dans les actions pour l'avenir des retraites, de l'Assurance maladie, des Services publics, la défense de votre entreprise et de l'emploi. Certes, foulant la démocratie, le gouvernement n'a pas renoncé à ses projets, ni les directions d'entreprise à leurs plans de restructuration.

La cgt ne se satisfait pas de ce bilan et ambitionne la conquête de nouveaux droits et garanties pour les salariés. Pour cela, nous devons nous donner plus de force collective.

C'est l'enjeu de ces prochaines semaines. Face au gouvernement et au patronat, salariés, syndiqués, nous avons à débattre ensemble des objectifs que nous nous donnons et des moyens pour les faire aboutir. ■

Lors de l'assemblée de rentrée fin août de la cgt avec les UD/FD/CR un large échange a eu lieu sur les conditions dans lesquelles se présentent les enjeux dans cette période, l'état d'esprit des salariés, les potentialités et les moyens à développer, tirant les enseignements des luttes du premier semestre, pour être plus efficace et gagner des conquêtes sociales. Dans cet effort une donnée apparaît incontournable, élargir le cercle de ceux qui s'engagent et luttent, gagner la conviction de l'ensemble de nos adhérents à la nécessité qu'ils se déploient pour faire partager au plus grand nombre nos propositions d'actions. C'est donc par un effort sans précédent de rencontres et de débats avec les syndiqués et les salariés que nous proposons d'engager cette rentrée avec l'objectif de créer rapidement les conditions d'une mobilisation la plus large possible.

Les grands groupes visent la réduction de leur masse salariale et exerce une pression commerciale considérable sur les PME sous traitantes pour qu'elles réduisent leurs coûts. Parallèlement le gouvernement s'efforce de réduire l'emploi public. **Résultat: malgré la reprise économique, le chômage a**

double: ou bien ils acceptent des suppressions d'emploi, l'augmentation de leur temps de travail, la réduction de leur salaire; ou bien, c'est la fermeture et la délocalisation à l'étranger! Ce n'est pourtant pas le coût du travail qui est en cause. Il est actuellement plus bas qu'en Allemagne même qu'en Grande Bretagne.

AZF, 3 ans...

Quel avenir pour les salariés...!



Dans quelques jours le 21 septembre, il ne manquera aucuns commentaires et analyses pour tenter un nouveau bilan 3 ans après, des conséquences de la catastrophe qui a endeuillé Toulouse et sa région. Les pouvoirs publics et le patronat ont déjà tiré le bilan de la reconversion du site qui selon eux lève tous les doutes sur l'avenir économique de la ville et du département dont désormais "tous les indicateurs seraient au vert" (voir dossier). Entre ces déclarations et la réalité de ce que vivent les salariés et les

populations un immense décalage. La cgt qui agit depuis trois ans avec plus de 300 victimes pour obtenir l'indemnisation intégrale de tous leurs préjudices côtoie leurs souffrances encore vivaces ! Le bilan de cette démarche (non définitif) est important et nous saisissons cette occasion pour le faire connaître publiquement. Nous ferons connaître de nouvelles exigences au moment où les projets s'annoncent concernant la reconversion du site avec la création du cancéropôle, qui suscite de nombreuses ques-

tions. Enfin le rapport des experts vient d'être publié, il confirme la cause accidentelle due aux conditions dégradées de stockage des nitrates qui ont conduit à l'accident chimique. Il faut maintenant que les responsables soient jugés et condamnés. C'est une question de justice pour toutes les victimes. L'ensemble de ces questions sera au centre d'un débat que l'UD Haute-Garonne et le Comité régional organisent le 17 septembre dans le cadre des initiatives du 21 septembre ■

VALEO

La rentrée a été plutôt mouvementée à l'entreprise Valéo (Mazamet). En effet la direction de l'entreprise a profité de l'été pour engager une chasse aux sorcières à l'encontre de 3 salariés dont 1 militant de la CGT en engageant une procédure de licenciement contre eux. Cette démarche fait suite à de nombreuses menaces contre le personnel poussé à la dépression et à la démission. La cgt refuse ces méthodes d'épuration du personnel et s'interroge : ne sont-elles pas le début d'une manœuvre pour économiser un nouveau plan social, obtenir des réductions d'effectifs volontaires?

CHG(32)

Les personnels de l'hôpital général multiplient depuis plusieurs mois l'action pour défendre leur établissement. Un comité de défense a été mis en place. La gestion de l'établissement consé-

phyxie et à de grandes difficultés, un déficit important. L' ARH tente d'imposer une politique drastique d'économie qui ne règle en rien les problèmes. Le syndicat cgt continue d'agir avec les personnels pour exiger des moyens supplémentaires nécessaires à un service public de santé de qualité à Auch.



cutive aux choix d'une politique de santé conduit l'hôpital à l'a-

Cheminots

Fin juillet 200 cheminots se sont rassemblés à Toulouse lors de la venue de Gallois, PDG de l'entreprise. Ils ont réaffirmé leur opposition aux choix d'orientation de l'entreprise qui met en cause le service public des transports.

Situation en Midi-Pyrénées....!

Midi-Pyrénées connaît un net ralentissement de son dynamisme selon l'INSEE!



En cette rentrée 2004, l'accent est mis sur la croissance retrouvée, le recul du chômage en juillet. Parce qu'essentiellement appuyée sur l'augmentation des profits et non sur la création d'emplois et la satisfaction des besoins des salariés, des populations cette reprise est loin d'être vertueuse...

Qu'en est-il dans notre région au moment où l'INSEE vient de publier sa note de conjoncture de "l'année économique 2003" et que le CESR Midi-Pyrénées entame, par l'examen des orientations budgétaires, ce débat de conjoncture.

UN MOINDRE DYNAMISME REGIONAL !

Les années 2002 - 2003 ont été des années particulièrement difficiles pour l'emploi dans notre région avec l'annonce d'importants plans de suppressions d'emplois dont les effets continuent de se faire sentir.

Ainsi l'INSEE indique que dans un contexte de croissance ralentie, en France, pour la 3ème année consécutive, l'économie régionale se caractérise par un moindre dynamisme. Situation qui s'est

accentuée en 2003.

En effet, les effectifs salariés (secteur privé, service public) progressent beaucoup moins, 0,9% contre 1,7% en 2002. D'ailleurs en France l'emploi salarié diminue pour la 1ère fois depuis 1993 (-0,3%)

Dans ces mêmes secteurs on compte 5 300 créations nettes d'emplois et le taux de chômage augmente de 0,3% pour atteindre le taux de 9,8% de la population de la région.

Le chômage des femmes progresse plus que celui des hommes, elles représentent 50,8% des 104 243 demandeurs d'emplois de catégorie 1.

L'industrie a subi de nouveaux importants revers, en effet pour la 2ème année consécutive elle a perdu en un an 2 300 salariés soit une diminution de 1,5%.

Si le secteur tertiaire a créé dans la période 7 000 emplois, il n'en demeure pas moins que nous

assistons à un ralentissement de ce mouvement de création dans l'ensemble du secteur qui est encore plus sensible dans le commerce.

L'INSEE note que l'accroissement de l'emploi salarié régional est le plus faible depuis six ans et que les employeurs ont eu davantage recours à l'intérim.

Voilà pour les tendances générales qu'indique l'INSEE en concluant son analyse globale sur l'annonce

d'une reprise fin 2003 et 2004 ce qui fait dire aux observateurs avisés que "notre région résiste bien aux difficultés".

Derrière cette situation, des hommes et des femmes en lutte pour défendre l'emploi obtiennent des succès,

freinent les appétits dévastateurs du patronat. Il est donc plus que jamais urgent que nous poursuivions le travail engagé avec les professions sur les territoires (voir précédent bulletin régional) pour poursuivre notre démarche de construction de

L'industrie a perdu en 2003 et pour la deuxième année consécutive en Midi-Pyrénées, 2300 emplois !

L'industrie régionale dégradée !

**pas de fatalité à la casse industrielle ,
agissons pour d'autres propositions...!**



(suite de la page 5)

propositions alternatives à la casse industrielle de notre région. La loi décentralisation adoptée en plein été par le 49.3, est lourde de conséquences pour l'emploi, les personnels de la fonction publique immédiatement concernés par les transferts. Le Comité régional qui se réunit le 24 septembre aura cette brûlante actualité à examiner. ■

Toulouse, reconversion industrielle

Les conséquences économiques et sociales du drame d'AZF continuent de se faire cruellement sentir.

À l'heure de nouveaux bilans, pouvoirs publics et organisations patronales ne se privent pas de commentaires, de déclarations. Ils mettent en évidence que les objectifs industriels sont en bonne voie, la diversification et la réorganisation du tissu économique local sont en marche. Tous les indicateurs sont au vert ! En effet ils ont récemment indiqué lors d'une conférence de presse à la CCI de Toulouse que " le bilan des politiques de reconversion du site et d'aides aux entreprises avait levé définitivement leurs craintes "

Le groupe Total qui s'était engagé à recréer un millier d'emplois, affirme qu'il aurait contribué à "réinjecter " dans l'agglomération par le biais de certaines de ses

filiales 1 600 emplois ! Il est difficile de confirmer ces affirmations d'autant qu'aucunes données statistiques fiables n'existent pour les vérifier.

La disparition du pôle chimique avec la fermeture d'AZF, Tolochimie, et la suppression de 402 emplois, l'équivalent des 2/3 des effectifs à la SNPE, a constitué un coup irréversible porté à cette industrie qui s'est retrouvée, dans notre région, privée d'un potentiel productif important qui n'est pas sans conséquences sur le tissu universitaire et la recherche. Pour autant la question de vivre et de travailler en toute sécurité n'est pas réglée !

Le reclassement des personnels des entreprises concernées (AZF : 9 salariés sont encore à reclasser , les 45 salariés travaillant sur le site bénéficieront des mesures d'âge à l'issue des travaux) est quasiment achevé. Cependant la

situation de l'emploi notamment à la SNPE devenue Isochem après le 2ème plan social et l'absence d'activité soutenue suscite l'inquiétude des salariés.

Cette situation liée au démantèlement et à l'abandon du tissu industriel du département (Giat - Péchiney...), à l'aggravation du chômage , renforce, la spécialisation de son économie autour de la seule industrie aéronautique et fragilise, par là même son développement. Cette crainte , la Cgt et les salariés l'ont maintes fois exprimée aux pouvoirs publics, au patronat qui n'en poursuivent pas moins leur logique.....

Si nous sommes donc, loin de partager " l'enthousiasme " des élus politiques et du patronat nous accueillons avec intérêt le projet de cancéropôle du Grand Sud-Ouest dont Toulouse assurera la coordination avec le regroupe

(suite de la page 6)

Nouvelles suppressions d'emplois !

de nouvelles suppressions d'emplois touchent d'importantes entreprises de notre région!



ment sur le site des équipes de chercheurs, des unités de productions de médicaments (P.FABRE, SANOFI-SYNTHELABO), le regroupement des activités de recherche en cancérologie publique, privée, la création d'un hôpital spécialisé associant l'Institut Claudius Regaud, le CHU et l'hospitalisation privée. La Cagt* sera chargée de l'aménagement des terrains d'accueil. Cet intérêt de la cgt s'accompagne d'une exigence forte au regard des nombreuses questions posées pour les personnels concernés, les financements publics engagés.

C'est donc avec vigilance et détermination qu'avec nos syndicats Fabre - Sanofi - C. Regaud - CHR- et les salariés concernés, les chercheurs que nous entendons agir pour la défense de leurs intérêts pour que ce nouveau pôle d'activités dispose des moyens nécessaires à son implantation, serve le développement des l'emplois et conforte le potentiel de recherche de notre département ! ■

Le patronat poursuit sa politique de casse de secteurs importants de l'industrie et s'apprête à engager de nouvelles délocalisations des productions. Midi-Pyrénées n'échappe pas à cette logique, de nouvelles suppressions d'emplois sont annoncées, elles touchent d'importantes entreprises de notre région . Etat des lieux:

Filature de Lavelanet

En plein mois d'août le tribunal de commerce de Toulouse, en désignant un administrateur judiciaire engage l'entreprise vers la liquidation . 120 emplois sont menacés et au-delà, un nouveau coup porté à l'économie de ce bassin industriel spécialisé dans le textile. **Il s'agit de l'avenir de la dernière filature de laine peignée qui existe en France.**

Victime de nombreuses restructurations c'est la pérennité de cette entreprise, filiale du groupe Chargeurs, un outil de production et des des

savoir-faire uniques qui est en cause. Après les nombreuses crises qu'a subies le Pays d'Olmes, ce sont 150 emplois qui disparaissent chaque année dans ce bassin. La mobilisation s'organise avec beaucoup de difficultés dans l'été, tract, pétition, rassemblement, manif. C'est ce qui permet d'obtenir qu'au moins 40 emplois puissent être sauvegardés et un éventuel repreneur envisagé. Après la fermeture d'un des établissements de Péchiney , l'annonce de réductions d'emploi à Fortech en ce début d'année, l'industrie de l'Ariège subit un nouveau recul grave pour l'économie du département. Le chômage y a progressé plus que dans tous les autres départements de Midi-Pyrénées. ■

* Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse

Des savoir-faire uniques...!



Gagner la reconquête industrielle..!

COMAU - TARN

Après la lutte des salariés de COMAU CASTRES qui a retenu l'actualité de ce premier semestre ou en sommes nous aujourd'hui et quelles perspectives ?

Ce conflit contre un plan de 169 licenciements, la menace sur le devenir de l'entreprise et du bassin d'emploi, restent toujours d'actualité au regard de la période de chantage du Medef. à l'emploi et aux délocalisations

Par la lutte les salariés de COMAU Castres ont permis de gagner 53 emplois et de ramener à 111 le nombre de suppression d'emplois, des sommes importantes ont été obtenues pour ceux qui sont partis (30 départs volontaires, longue maladie...), 80 départs anticipés CATS, PRP...)

Il est à noter qu'aucun reclassement ne s'est effectué dans les entreprises sous traitantes, comme le prévoyait le plan dit social et nombreux sont les salariés qui ont préféré changer de métiers ne voyant pas de débouchés dans cette industrie.

D'autre part le Conseil Régional s'est engagé à faire le maximum concernant la formation des salariés licenciés ; la CGT reste vigilante pour que les engagements soient tenus.

Malgré la table ronde et des rencontres avec le Ministère de l'Industrie imposées par les salariés, ces derniers constatent l'absence totale de politique industrielle au niveau du gouvernement notamment pour le secteur

machine outil et biens d'équipement pour l'automobile.

La CGT avait pourtant avancé des propositions concrètes pour l'avenir.

Forts de cette lutte et face à leur actionnaire Fiat, la question demeure aujourd'hui sur le devenir de l'entreprise et du bassin d'emploi Castres-Mazamet. La cgt va poursuivre son action pour gagner une reconquête industrielle avec la proposition d'une filière des biens d'équipements automobiles dont Castres pourrait jouer un rôle important pour le développement de l'emploi sur le territoire.

C'est déjà avec plus de 15 nouvelles adhésions que le syndicat CGT prépare son congrès qui doit se tenir fin octobre et c'est ensemble que les syndiqués tireront les enseignements de cette lutte et examineront les perspectives d'actions et de syndicalisation pour l'avenir. ■

PIVAURAN - LOT

Entreprise de l'industrie de la parfumerie, de 450 salariés, elle est une des plus importantes entreprises du département. Depuis plusieurs semaines la direction de l'entreprise a annoncé un plan dit "de sauvegarde de l'emploi". Une situation difficile auquel les salariés ont à faire face une nouvelle fois. L'objectif de la direction est clair "la restructuration doit permettre à l'entreprise de devenir compétitive". C'est donc en fermant son site parisien et en

supprimant 80 emplois que la direction compte y parvenir, une nouvelle fois l'emploi sert de variable d'ajustement pour maintenir les taux de rentabilité. ■

GIAT

Après des mois de luttes d'une mobilisation exemplaire, les salariés avec la cgt jusqu'au bout à l'offensive pour défendre l'emploi, n'ont pu empêcher la mise en oeuvre du plan social. 600 emplois à Tarbes et 300 à Toulouse vont disparaître. La cgt poursuit avec les salariés l'action pour obtenir que l'ensemble des salariés concernés soient reclassés. Ceux qui peuvent bénéficier des mesures d'âge pourront partir, d'autres devront quitter le département, d'autres encore n'ont aucune solution de reclassement. La mobilisation se poursuit donc ! ■

BOUYER -82

L'entreprise qui fabrique des sonorisations, a connu plusieurs restructurations et a été vendue à un groupe américain TYCO. Les politiques successives menées ont abouti, en quelques mois à réduire les effectifs de 400 à 100 salariés. Aujourd'hui ce même groupe envisage de revendre et est en train de délocaliser les productions. Les salariés se mobilisent conscients que la pérennité du site est en cause. ■

Quelles transformations de notre syndicalisme...?

c'est urgent pour être plus forts, plus efficaces !

Les luttes de la dernière période, posent avec force la question de notre efficacité revendicative. La volonté du patronat et du gouvernement de mener à terme leurs objectifs de régression sociale nécessitent un rapport de forces encore plus important pour mettre en échec leurs projets et gagner de nouvelles conquêtes sociales! C'est urgent pour ce que nous ambitionnons pour les salariés, la société, faute de quoi le syndicalisme risque d'apparaître impuissant face aux choix que le Medef veut imposer.

Cette recherche d'une plus grande efficacité revendicative suppose que nous identifions ce qui gêne, empêche la construction de

cette mobilisation. En effet comment être plus forts et élargir le cercle de ceux qui s'engagent et qui luttent malgré le poids de la culpabilisation, la pression idéologique, le recul des valeurs de solidarité, telle est bien la question essentielle aujourd'hui!

Notre syndicalisme, tel qu'il est devenu, le nombre de ses forces syndiquées, son mode de fonctionnement et d'organisation, a de grandes difficultés à s'adresser à l'ensemble des salariés. En effet leur mise en mouvement conditionne les luttes gagnantes. Nous sommes donc engagés dans cette démarche de transformation de notre syndicalisme, qui allie réflexion de ce que nous devons

changer et mise en oeuvre du déploiement de toutes nos forces. A la veille d'un important CCN qui fera des propositions, nous poursuivons en Midi-Pyrénées la mise en oeuvre des décisions prises lors de la réunion confédéralisée d'avril. A ce jour 4 UD ont réalisé l'état des lieux de leur département, 2 ont tenu des réunions de syndicats et 2 en ont débattu à leur congrès, comité général. D'autres expérimentent de nouvelles façons de travailler ensemble par exemple l'UD 32 et 65 travaillent à réunir les syndiqués présents sur le pays du VAL d'Adour afin d'organiser l'activité syndicale sur ce territoire. ■



••••• Albi, la bourse du travail rénovée !

2004, la bourse du travail de Montauban a eu 100 ans ! En effet c'est le 7 janvier 1904 que se déroule en présence de 300 syndiqués l'Assemblée générale constitutive de la bourse. Cette création intervient dans un contexte de lutte car devant le refus des patrons de négocier et éviter les licenciements massifs, les ouvriers ont décidé de riposter par la grève tournante qui affecte les ateliers les uns après les autres. N'obtenant aucun résultat les ouvriers décident alors de créer une coopérative ouvrière qui voit le jour grâce à la solidarité des salariés du département.

La bourse du travail d'ALBI a plus de cent ans, elle avait été inaugurée par J.JAURES.

Au fil des années, sans entretien indispensable à son maintien en bon état, les bâtiments se sont petit à petit dégradés. En effet la municipalité d'Albi n'a aucune préoccupation concernant l'accueil des syndicats qui plus est de la cgt dans sa ville!

Sous l'impulsion de S.JULIEN ancien secrétaire général de l'UD s'engage une bataille qui durera plusieurs années pour obtenir la réhabilitation des locaux et un accueil digne de notre temps pour l'union départementale de la CGT, première organisation syndicale du département. Les discussions s'engagent avec le Conseil général et aboutissent à son engagement pour entreprendre les travaux. R.P.LEMOUZY actuel secré-

taire général signe le protocole d'accord en 2002, les travaux s'engagent en 2003 et dureront quelques mois. Aujourd'hui l'UD81 occupe des locaux entièrement remis à neuf.

Le 7 octobre, elle organise une série d'initiatives pour inaugurer cette nouvelle bourse du travail dans un lieu chargé d'histoire.

Bernard THIBault secrétaire général y prendra la parole, puis il participera à une rencontre avec les syndiqués du département avant le repas à la Chambre syndicale des Mineurs de Carmaux, en présence des militants, qui clôturera la journée. ■

À propos de l'Euro-région....



Déclaration des comités régionaux Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon...!

La mise en place d'une conférence annuelle des présidents de Catalogne, Languedoc Roussillon et Midi Pyrénées, en 1989, consacre la création de l'Euro-Région "Pyrénées-Méditerranée" qui affirme ses prérogatives à partir d'une charte signée le 19 octobre 1991. Des raisons politiciennes mettent entre parenthèses, pendant près d'une dizaine d'années, son activité.

De même sensibilité politique les trois présidents actuels de ces régions veulent relancer cette institution avec l'organisation en octobre prochain du premier sommet des communautés nationales et régionales de cette Euro région.

Outre le fait de réexaminer la pertinence du territoire, la première prise de position publique d'un des Présidents de Région lors de l'Université Catalane d'été à Prades (P.O.), le 25 août évoque les stratégies économiques. Les 40 années de construction européenne sont malheureusement là pour témoigner que sans développement social il n'y a pas de développement économique, ce sont d'ailleurs les ambitions qu'avaient affichées ces responsables politiques lors des campagnes électorales régionales et européennes avec notamment le slogan de "l'Europe Sociale".

Dans cette perspective il nous semble primordial d'engager les premières réflexions sur cette construction avec l'ensemble des organisations syndicales à partir des exigences des salariés, des

retraités et des privés d'emploi de nos régions.

Cet espace "Pyrénées-Méditerranée" est loin d'être uniforme et les besoins exprimés par les populations sont aussi différents comme par exemple :

- Un produit intérieur brut par habitant allant du simple au double
- Un taux de chômage vacillant entre 8 et 15%

- Un développement des trois grands pôles économiques existants autour de Barcelone, Montpellier, Toulouse et la désertification en zones rurales.

- Une fiscalité différenciée ayant souvent pour conséquence la mise en concurrence des salariés entre eux.

- Au centre de l'Euro région, un paradis fiscal, l'Andorre où le minimum social et syndical n'est pas appliqué.

- L'émergence de délocalisations industrielles et des services publics.

- des langues et cultures différentes....

Pour autant nous ne partons pas de rien, en effet dès 1985, sous l'impulsion de la Confédération Européenne des syndicats, les confédérations françaises et espagnoles ont créé le Conseil Syndical Interrégional Pyremed. Ainsi nous sommes intervenus et avons fait des propositions sur plusieurs dossiers : l'harmonisation fiscale, les risques industriels, la question Andorrane, la Formation Professionnelle, le Statut du travailleur transfrontalier concernant

les 1500 personnes qui aujourd'hui traversent quotidiennement la frontière, les transports, l'énergie

Il est donc temps d'innover en donnant à l'ensemble des acteurs économiques et sociaux les droits et moyens d'intervention.

Ce débat sur l'avenir de l'Euro-région est à mettre en relation avec celui qui va s'ouvrir sur la Constitution Européenne et la Charte des droits fondamentaux.

La cgt pense que cet espace transfrontalier doit permettre de renforcer les coopérations, les échanges, le rassemblement et les luttes des salariés de nos régions à partir de leurs préoccupations communes..../...

Cette euro région, dans un espace européen, doit, en développant ses atouts, permettre un aménagement et un développement harmonieux de l'ensemble des territoires qui la compose.

Ce débat est nécessaire et urgent notamment à partir des modifications de l'attribution dès 2006 des fonds structurels européens.

C'est en ce sens que la CGT entend interpellier l'ensemble des élus régionaux de Midi Pyrénées et Languedoc-Roussillon.



carnet noir

● Région

La prochaine réunion du Comité régional aura lieu le 24 septembre à la bourse du Travail d'ALBI. L'après-midi sera consacrée à la visite de la VOA

C'est avec stupeur et une grande tristesse que nous avons appris le décès brutal de notre camarade Didier ALVAREZ secrétaire du syndicat Socata à TARBES et membre de la direction de l'UD 65. Ses obsèques ont eu lieu le 23 août en présence d'une foule nombreuse venue s'associer à l'hommage que lui ont rendu ses camarades. Nous gardons l'image d'un camarade chaleureux et fraternel.

● Rentrée

Les UD tiennent leurs assemblées de rentrée:

6 septembre: UD31, UD82

7 septembre: UD46, UD65

9 septembre: UD32

14 septembre: UD81

16 septembre: UD09

21 septembre: UD12

● Web

Le site internet du comité régional est réactivé, vos remarques, suggestions sont les bienvenues:

www.cgt-midipyrenees.com

● FNTE

La fédération nationale des travailleurs de l'Etat tiendra son congrès du 18 au 22 octobre 2004 à Mondonville.

